

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 1885

[2009/202296]

**23 AVRIL 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon
déterminant les modalités de gestion de la collecte des déchets textiles ménagers**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, notamment les articles 8 et 21, § 6;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2003 relatif à l'enregistrement des collecteurs et des transporteurs de déchets autres que dangereux;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 mars 2004 interdisant la mise en CET de certains déchets, en particulier l'article 2, § 1^{er}, i;Vu l'avis de la Commission des déchets, rendu le 1^{er} février 2008;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, rendu le 31 janvier 2008;

Vu l'avis n° 45.720/4 du Conseil d'Etat rendu le 14 janvier 2009 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant l'objectif de développer la collecte sélective des déchets textiles en vue de maximiser leur réutilisation et leur valorisation;

Considérant l'objectif de fixer un cadre général à la collecte des textiles en porte-à-porte et dans les points d'apports volontaires autres que les parcs à conteneurs afin d'éviter un développement anarchique des collectes;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2003 relatif à l'enregistrement des collecteurs et des transporteurs de déchets autres que dangereux est complété par un chapitre IIIbis libellé comme suit :

« CHAPITRE IIIbis. — Des conditions de mise en œuvre de la collecte des déchets textiles

Art. 14bis. § 1^{er}. La collecte de textiles usagés en porte-à-porte ou par le biais de points d'apports volontaires autres que les parcs à conteneurs est subordonnée à la conclusion préalable d'une convention entre le collecteur et la commune sur le territoire de laquelle la collecte est opérée.

La convention comporte au minimum les dispositions figurant en annexe au présent arrêté.

Le collecteur adresse un exemplaire signé de la convention à l'Office wallon des déchets.

§ 2. Le collecteur de textiles usagés joint à la déclaration visée à l'article 12 les quantités de textiles collectés par commune. »

Art. 2. présent arrêté entre en vigueur six mois après sa publication au *Moniteur belge*.**Art. 3.** Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 23 avril 2009.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

Annexe I^e

Convention pour la collecte des déchets textiles ménagers

Entre :

La commune

représentée par :

dénommée ci-après "la commune"

d'une part,

et :

"nom et adresse complets de la personne assurant la collecte de textiles usagés enregistrée par l'Office wallon des déchets représentée par :

enregistré sous le numéro au titre de collecteur de déchets non dangereux en Région wallonne;

dénommée ci-après "l'opérateur",

d'autre part,

il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. Champ d'application.

La présente convention règle les modalités de collecte des textiles usagés sur le territoire de la commune, lorsque la collecte est réalisée par le biais de points d'apports volontaires, ci-après dénommés bulles à textiles, ou en porte-à-porte.

Elle s'inscrit dans le cadre des dispositions suivantes :

- l'article 21 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;
- les mesures 532, 533 et 535 du Plan wallon des déchets Horizon 2010;
- l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2003 relatif à l'enregistrement des collecteurs et des transporteurs de déchets autres que dangereux;
- l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 mars 2004 interdisant la mise en CET de certains déchets;
- l'arrêté du Gouvernement wallon du déterminant les modalités de gestion de la collecte des déchets textiles ménagers.

La présente convention porte sur l'ensemble des bulles à textiles et/ou des collectes en porte-à-porte mises en place par l'opérateur sur le territoire de la commune, à l'exclusion des parcs à conteneurs.

Art. 2. Objectifs.

L'opérateur collecte des déchets textiles ménagers sur le territoire de la commune dans le but premier de les réutiliser ou de les recycler.

Par déchets textiles ménagers, on entend les vêtements (textile et cuir), la maroquinerie (chaussures, sacs), la literie, le linge de maison (rideaux, draperies, nappes, serviettes) et autres matériaux textiles dont les ménages souhaitent se défaire.

Art. 3. Collecte des déchets textiles ménagers.

§ 1^{er}. La collecte des déchets textiles ménagers peut être organisée selon les méthodes suivantes :

a. bulles à textiles (y compris des bulles à textiles spéciales pour chaussures) installées sur le territoire de la commune;

b. bulles à textiles (y compris des bulles à textiles spéciales pour chaussures) installées sur des terrains privés;

c. collecte en porte-à-porte des textiles.

§ 2. Lorsque la collecte est organisée par le biais de bulles à textiles placées sur le territoire communal, l'opérateur respecte les dispositions suivantes :

a. l'emplacement des bulles à textiles est déterminé de commun accord avec la commune;

b. la description de la bulle à textiles (dimensions, structure et couleur - joindre une photo en exemple) est précisée en annexe;

c. les bulles à textiles ne peuvent pas porter de publicité commerciale;

d. la commune n'accepte aucune responsabilité en matière de vol, vandalisme et autres dégâts à la bulle à textiles ou aux déchets textiles collectés;

e. l'opérateur est légalement responsable des dommages occasionnés par les bulles à textiles ou à cause de celles-ci lors de leur installation ou de leur vidange;

f. la commune est entièrement préservée de toute revendication de tiers relative aux dommages mentionnés à l'article 3, § 2, i;

g. l'opérateur déclare annuellement à la commune les quantités de déchets textiles ménagers collectées ainsi que leur destination et le traitement effectué;

h. l'opérateur est tenu de notifier à la commune tout enlèvement de bulles à textiles;

i. l'opérateur s'assure que les bulles à textiles soient vidées au moins une fois par semaine. Lorsqu'une bulle à textiles est remplie avant cette échéance, l'opérateur la vide dans les 48 heures après signalement par la commune;

j. l'opérateur veille au bon fonctionnement, à l'entretien et à la propreté de la bulle à textiles. L'ensemble de la bulle à textiles, en ce compris l'entrée et la sortie, les aires de stationnement et les abords de la bulle à textiles, sont nettoyés régulièrement.

§ 3. Lorsque la collecte est organisée par le biais de bulles à textiles placées sur des terrains privés, la commune communique à l'opérateur les dispositions applicables en matière d'urbanisme et de salubrité ainsi que les dispositions relatives au contrôle de l'application de celles-ci.

L'opérateur respecte les dispositions du § 2, b à j.

Art. 4. Collecte en porte-à-porte.

§ 1^{er}. L'opérateur collecte les déchets textiles ménagers en porte-à-porte sur le territoire communal à raison de fois par an (à déterminer entre l'opérateur et la commune).

§ 2. La fréquence des collectes est fixée comme suit :

..... (à déterminer entre l'opérateur et la commune).

§ 3. La collecte en porte-à-porte concerne :

1. l'ensemble de la commune **

2. l'entité de **

** = biffer les mentions inutiles.

§ 4. L'opérateur peut distribuer des récipients et/ou tracts pour la collecte en porte-à-porte mentionnée au § 1^{er}.

Les récipients et les tracts mentionnent la date et l'heure du début de la collecte, ainsi que le nom, l'adresse complète et le numéro de téléphone de l'opérateur.

L'utilisation de récipients et/ou tracts mentionnant un autre opérateur que l'opérateur signataire de la présente convention est strictement interdite.

§ 5. Les récipients et/ou tracts sont soumis à l'approbation de la commune avant toute utilisation.

§ 6. L'opérateur déclare les quantités collectées à la commune conformément à l'article 3, § 2, k.

§ 7. Pour toute modification des §§ 1^{er} à 3, une autorisation écrite de la commune est requise.

Art. 5. Sensibilisation et information.

L'opérateur diffuse régulièrement les informations relatives à la collecte des déchets textiles. Avec l'accord de la commune, il peut utiliser les canaux d'information et de sensibilisation de celle-ci.

En vue d'appliquer l'alinéa précédent, la commune peut mettre à la disposition de l'opérateur tout ou partie des canaux de communication suivants dont elle dispose :

- le bulletin d'information de la commune avec une fréquence de fois par an (à déterminer entre l'organisation et la commune);
- le journal et le calendrier des déchets avec une fréquence de fois par an (à déterminer entre l'organisation et la commune);
- les stands d'information et emplacements d'affichage à des emplacements visibles et accessibles au public;
- les espaces réservés par la commune dans les toutes-boîtes locaux avec une fréquence de fois par an (à déterminer entre l'organisation et la commune);
- le télétexte dans la rubrique de la commune;
- le site Internet de la commune;
- autres canaux d'information éventuels.

Art. 6. Fraction résiduelle des déchets de textiles ménagers collectés.

L'opérateur sensibilise les ménages à un tri adéquat des déchets de manière à réduire au maximum la fraction résiduelle et les impuretés dans les déchets textiles collectés.

Il est responsable de l'enlèvement de la fraction résiduelle et, sauf convention contraire, prend en charge les coûts qui en découlent.

Par fraction résiduelle, on entend les déchets textiles ménagers qui ne peuvent être réutilisés ou recyclés par l'organisation après le tri des déchets collectés.

Art. 7. Gestion des déchets textiles ménagers.

Toute activité de gestion des déchets textiles ménagers collectés en application de la présente convention, en ce compris l'exportation, est effectuée dans le respect de la législation en vigueur.

L'opérateur confie exclusivement leur traitement à des opérateurs de traitement dûment autorisés.

L'opérateur déclare annuellement à la commune la destination des déchets textiles ménagers collectés.

Art. 8. Contrôle.

Le ou les services de la commune désignés ci-après exercent un contrôle sur le respect de la présente convention :

- service environnement **
- service de nettoyage **
- service suivant : (à compléter)

** = biffer les mentions inutiles.

A leur simple demande, tous les renseignements utiles leur sont fournis et les données concernant la présente convention peuvent être consultées.

Art. 9. Durée de la convention et clause de résiliation.

§ 1^{er}. La présente convention prend effet le pour une durée de (maximum deux ans).

Sauf manifestation d'une volonté contraire dans le chef de l'une des parties, la convention est reconduite tacitement pour une durée égale à la durée initiale de la convention.

Les parties peuvent mettre fin à la convention à tout moment, moyennant un délai de préavis de trois mois.

§ 2. Lorsque l'opérateur perd son enregistrement de collecteur de déchets non dangereux, la convention prend immédiatement fin de plein droit et l'opérateur est tenu de cesser immédiatement ses activités de collecte de textiles. Il enlève les bulles à textiles qu'il a installées dans un délai d'une semaine. A défaut, et s'il ne donne pas suite aux injonctions de la commune, celle-ci peut enlever ou faire enlever les bulles à textiles d'office, aux frais de l'opérateur en défaut.

Art. 10. Tribunaux compétents.

Tout litige relatif à la présente convention est du ressort des tribunaux de l'ordre judiciaire territorialement compétents.

Art. 11. Clause finale.

§ 1^{er}. La présente convention est établie en trois exemplaires, chaque partie ayant reçu le sien.

§ 2. L'opérateur envoie un exemplaire signé pour information au Département Sols et Déchets de la DGARNE, Direction de la Politique des déchets, à l'adresse suivante : avenue Prince de Liège 15, 5100 Jambes.

Pour la commune,

Pour l'opérateur de collecte de textiles enregistré,

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 avril 2009 déterminant les modalités de gestion de la collecte des déchets textiles ménagers.

Namur, le 23 avril 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 1885

[2009/202296]

**23. APRIL 2009 — Erlass der Wallonischen Regierung
zur Festlegung der Bewirtschaftungsmodalitäten für die Sammlung von Textilabfällen aus Haushalten**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, insbesondere der Artikel 8 und 21 § 6;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. November 2003 über die Registrierung der Sammler und Transportunternehmer von anderen Abfällen als gefährlichen Abfällen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. März 2004 zur Untersagung der Zuweisung bestimmter Abfälle in technische Vergrabungszentren, insbesondere Artikel 2, § 1, i;

Aufgrund des am 1. Februar 2008 abgegebenen Gutachtens der Kommission für Abfälle;

Aufgrund des am 31. Januar 2008 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der Wallonischen Region);

Aufgrund des am 14. Januar 2009 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 45.720/4 des Staatsrats;

In Erwägung der Zielsetzung, die selektive Sammlung von Textilabfällen zu fördern, um ihre Wiederverwendung und Verwertung zu maximieren;

In Erwägung der Zielsetzung, einen allgemeinen Rahmen für die Sammlung der Textilien von Haus zu Haus und an den Stellen für freiwilliges Hinbringen außerhalb der Containerparks festzulegen, um eine chaotische Entwicklung der Sammlungen zu vermeiden;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;
Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. November 2003 über die Registrierung der Sammler und Transportunternehmer von anderen Abfällen als gefährlichen Abfällen wird durch ein Kapitel IIIbis mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«KAPITEL IIIbis — Bedingungen für die Durchführung der Sammlung von Textilabfällen

Art. 14bis - § 1 - Die Sammlung von Alttextilien von Haus zu Haus oder an Stellen für freiwilliges Hinbringen außerhalb der Containerparks unterliegt dem vorherigen Abschluss einer Vereinbarung zwischen dem Sammler und der Gemeinde, auf deren Gebiet die Sammlung stattfindet.

Die Vereinbarung umfasst mindestens die Bestimmungen, die vorliegendem Erlass als Anlage beigefügt werden.

Der Sammler richtet ein unterzeichnetes Exemplar der Vereinbarung an das "Office wallon des déchets" (Wallonisches Amt für Abfälle).

§ 2 - Der Sammler von Alttextilien fügt der in Artikel 12 genannten Erklärung die pro Gemeinde gesammelten Mengen von Alttextilien bei.»

Art. 2 - Der vorliegende Erlass tritt sechs Monate nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.**Art. 3** - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 23. April 2009

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTEDer Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

Anlage I

Vereinbarung für die Sammlung von Textilabfällen aus Haushalten

Zwischen:

Der Gemeinde
vertreten durch:nachstehend "die Gemeinde" genannt,
einerseits,

und:

vollständiger Name und Anschrift der Person, die die Sammlung von Alttextilien vornimmt, und vom
"Office wallon des déchets" registriert istvertreten durch:
registriert unter der Nummer in der Eigenschaft als Sammler von nicht gefährlichen Abfällen in der

Wallonischen Region;

nachstehend "der Betreiber" genannt,
andererseits

wird Folgendes vereinbart:

Artikel 1 - Anwendungsbereich.

Die vorliegende Vereinbarung regelt die Durchführungsbestimmungen für die Sammlung von Alttextilien auf dem Gebiet der Gemeinde, wenn die Sammlung an nachstehend "Alttextiliencontainer" genannten Stellen für freiwilliges Hinbringen und von Haus zu Haus stattfindet.

Diese Vereinbarung unterliegt folgenden Bestimmungen:

- Artikel 21 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle;
- den Maßnahmen 532, 533 und 535 des Wallonischen Abfallplans Horizont 2010;
- dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. November 2003 über die Registrierung der Sammler und Transportunternehmer von anderen Abfällen als gefährlichen Abfällen;
- Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. März 2004 zur Untersagung der Zuweisung bestimmter Abfälle in technische Vergrabungszentren;
- dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. April 2009 zur Festlegung der Bewirtschaftungsmodalitäten für die Sammlung von Textilabfällen aus Haushalten.

Die vorliegende Vereinbarung betrifft die gesamten Alttextiliencontainer und/oder Sammlungen von Haus zu Haus, die vom Betreiber auf dem Gemeindegebiet organisiert werden, mit Ausnahme der Containerparks.

Art. 2 - Zielsetzungen.

Der Betreiber sammelt die Textilabfälle aus Haushalten auf dem Gebiet der Gemeinde mit dem Hauptziel, diese wieder zu verwenden oder zu recyceln.

Unter Textilabfällen aus Haushalten versteht man die Bekleidungsstücke (Textil und Leder), die Lederwaren (Schuhe, Taschen), die Bettwäsche, die Haushaltswäsche (Gardinen und Vorhänge, Tücher, Tischdecken, Servietten) und die sonstigen Textilien, deren sich die Haushalte entledigen wollen.

Art. 3 - Sammlung von Textilabfällen aus Haushalten.

§ 1 - Die Sammlung von Textilabfällen kann nach folgenden Verfahren organisiert werden:

a. Alttextiliencontainer (einschließlich der besonderen Container für Schuhe), die auf dem Gebiet der Gemeinde angebracht werden;

b. Alttextiliencontainer (einschließlich der besonderen Container für Schuhe), die auf privaten Grundstücken angebracht werden;

c. Sammlung der Alttextilien von Haus zu Haus.

§ 2 - Wenn die Sammlung mittels Alttextiliencontainern stattfindet, die sich auf dem Gemeindegebiet befinden, beachtet der Betreiber die folgenden Bestimmungen:

a. die Stelle der Alttextiliencontainer wird im Einvernehmen mit der Gemeinde bestimmt;

b. die Beschreibung des Alttextiliencontainers (Abmessungen, Struktur und Farbe - es gilt, ein Foto als Beispiel beizufügen) wird in der Anlage angegeben;

c. die Alttextiliencontainer dürfen keine kommerzielle Werbung aufweisen;

d. die Gemeinde haftet nicht für Diebstahl, Vandalismus oder sonstige Schäden am Alttextiliencontainer oder an den gesammelten Textilabfällen;

e. der Betreiber übernimmt die gesetzliche Haftung für die Schäden, die durch die oder wegen der Alttextiliencontainer verursacht werden, wenn sie installiert oder entleert werden;

f. die Gemeinde ist vor Ansprüchen Dritter bezüglich der in Artikel 3 § 2 *i* genannten Schäden vollständig geschützt;

g. der Betreiber gibt jährlich bei der Gemeinde die Mengen der gesammelten Textilabfälle aus Haushalten, deren Bestimmung sowie die vorgenommene Behandlung an;

h. der Betreiber ist verpflichtet, der Gemeinde die Entfernung von Alttextiliencontainern mitzuteilen;

i. der Betreiber sorgt dafür, dass die Alttextiliencontainer mindestens einmal pro Woche entleert werden. Wenn ein Alttextiliencontainer vor dieser Frist voll ist, wird sie vom Betreiber binnen 48 Stunden, nachdem die Gemeinde ihm dies mitgeteilt hat, entleert.

j. der Betreiber sorgt für den betriebsfähigen Zustand, die Unterhaltung und Sauberkeit des Alttextiliencontainers.

Der gesamte Alttextiliencontainer, einschließlich der Ein- und Ausfahrt, die Parkflächen und die Umgebung des Alttextiliencontainers werden regelmäßig gereinigt.

§ 3 - Wenn die Sammlung mittels Alttextiliencontainern erfolgt, die auf privaten Grundstücken angebracht werden, teilt die Gemeinde dem Betreiber die Bestimmungen mit, die in Sachen Urbanismus und Salubrität anwendbar sind, sowie diejenigen bezüglich der Kontrolle deren Durchführung.

Der Betreiber beachtet die in § 2 *b* bis *j* genannten Bestimmungen.

Art. 4 - Sammlung von Haus zu Haus.

§ 1 - Der Betreiber sammelt die Textilabfälle aus Haushalten mal pro Jahr (*zwischen dem Betreiber und der Gemeinde zu vereinbaren*) von Haus zu Haus auf dem Gebiet der Gemeinde.

§ 2 - Die Häufigkeit der Sammlungen wird wie folgt festgelegt:

..... (*zwischen dem Betreiber und der Gemeinde zu vereinbaren*).

§ 3 - Die Sammlung von Haus zu Haus betrifft:

1 - die ganze Gemeinde **

2 - die Ortschaft (ehemalige Gemeinde)

** = Unzutreffendes bitte streichen.

§ 4 - Der Betreiber kann Behälter und/oder Flugblätter für die in § 1 genannte Sammlung von Haus zu Haus verteilen.

Auf den Behältern und Flugblättern werden das Datum und die Uhrzeit für den Anfang der Sammlung sowie der Name, die vollständige Anschrift und die Telefonnummer des Betreibers genannt.

Die Benutzung von Behältern und/oder Flugblättern, die einen anderen Betreiber als derjenige, der vorliegende Vereinbarung unterzeichnet hat, angeben, ist strengstens untersagt.

§ 5 - Die Behälter und/oder Flugblätter müssen vor ihrer Benutzung von der Gemeinde genehmigt werden.

§ 6 - Der Betreiber gibt gemäß Artikel 3 § 2 *k* die gesammelten Mengen bei der Gemeinde an.

§ 7 - Abänderungen der §§ 1 bis 3 bedürfen einer schriftlichen Genehmigung der Gemeinde.

Art. 5 - Sensibilisierung und Information.

Der Betreiber verbreitet regelmäßig Informationen über die Sammlung von Textilabfällen. Mit der Zustimmung der Gemeinde kann er ihre Informations- und Sensibilisierungskanäle benutzen.

Zwecks der Anwendung vorigen Absatzes kann die Gemeinde alle oder einen Teil der folgenden Kommunikationskanäle, über die sie verfügt, dem Betreiber zur Verfügung stellen:

- das Informationsblatt der Gemeinde, mit einer Häufigkeit von mal pro Jahr (*zwischen dem Betreiber und der Gemeinde zu vereinbaren*);
- das Informationsblatt und den Kalender bezüglich der Abfälle, mit einer Häufigkeit von mal pro Jahr (*zwischen dem Betreiber und der Gemeinde zu vereinbaren*);
- die Informationsstände und Anschlagstellen an sichtbaren und für die Öffentlichkeit zugänglichen Orten;
- die von der Gemeinde in den lokalen Anzeigenzeitungen reservierten Teile, mit einer Häufigkeit von mal pro Jahr (*zwischen dem Betreiber und der Gemeinde zu vereinbaren*);
- den Teletext in der Rubrik der Gemeinde;
- die Webseite der Gemeinde;
- etwaige weitere Informationskanäle.

Art. 6 - Restfraktion der gesammelten Textilabfälle aus Haushalten.

Der Betreiber macht die Haushalte auf die Notwendigkeit einer geeigneten Sortierung der Abfälle aufmerksam, um die Restfraktion und die Unreinheiten in den gesammelten Textilabfällen auf ein Minimum zu beschränken.

Er ist für das Abholen der Restfraktion verantwortlich und trägt die Kosten dafür, sofern nichts anderes vereinbart worden ist.

Unter Restfraktion versteht man die Textilabfälle aus Haushalten, die von der Organisation nach der Sortierung der gesammelten Abfälle nicht wieder verwendet oder recycelt werden können.

Art. 7 - Bewirtschaftung der Textilabfälle aus Haushalten.

Jede Aktivität zur Bewirtschaftung von in Anwendung vorliegender Vereinbarung gesammelten Textilabfällen aus Haushalten, einschließlich des Exports, erfolgt unter Einhaltung der geltenden Gesetzgebung.

Der Betreiber vertraut deren Behandlung ausschließlich für die Behandlung dieser Abfälle ordnungsgemäß genehmigten Betreibern an.

Der Betreiber gibt jährlich bei der Gemeinde die Bestimmung der gesammelten Textilabfälle aus Haushalten an.

Art. 8 - Kontrolle.

Der (die) nachstehend bezeichnete(n) Dienststelle(n) der Gemeinde üben eine Kontrolle über die Beachtung vorliegender Vereinbarung aus.

- Umweltdienst **
- Reinigungsdienst **
- nachstehend genannter Dienst (bitte ausfüllen)

** = Unzutreffendes bitte streichen.

Alle nützlichen Informationen werden ihnen auf einfache Anfrage mitgeteilt, und die Angaben betreffend vorliegende Vereinbarung können eingesehen werden.

Art. 9 - Dauer der Vereinbarung und Kündigungsklausel.

§ 1 - Vorliegende Vereinbarung tritt am für eine Dauer von (höchstens zwei Jahren) in Wirkung. Solange sich nicht eine der Parteien dagegen äußert, wird die Vereinbarung für eine Frist, die der ursprünglichen Frist entspricht, stillschweigend erneuert.

Die Parteien können die Vereinbarung mit einer Kündigungsfrist von drei Monaten zu jeder Zeit beenden.

§ 2 - Falls der Betreiber seine Registrierung als Sammler von nicht gefährlichen Abfällen verliert, wird die Vereinbarung von Rechts wegen unverzüglich beendet, und der Betreiber wird dazu verpflichtet, seinen Tätigkeiten im Bereich der Sammlung von Textilien sofort ein Ende zu setzen. Er entfernt die Alttextiliencontainer, die er installiert hat, binnen einer Frist von einer Woche. Wenn er sie nicht entfernt, und den Anweisungen der Gemeinde nicht Folge leistet, kann Letztere die Alttextiliencontainer von Amts wegen zu Lasten des säumigen Betreibers entfernen oder entfernen lassen.

Art. 10 - Zuständige Gerichte.

Streitfälle bezüglich vorliegender Vereinbarung fallen in den Zuständigkeitsbereich der örtlich zuständigen Gerichtsbehörden.

Art. 11 - Schlussklausel.

§ 1 - Die vorliegende Vereinbarung wird in drei Exemplaren ausgestellt, wobei jede Partei ihres erhält.

§ 2 - Der Betreiber schickt ein zur Information unterzeichnetes Exemplar der Abteilung Boden und Abfälle der DGARNE, Direktion der Abfallpolitik, an folgender Anschrift, zu: Avenue Prince de Liège 15 in 5100 Jambes.

Für die Gemeinde, Für den registrierten Betreiber für die Sammlung von Textilien,

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. April 2009 zur Festlegung der Bewirtschaftungsmodalitäten für die Sammlung von Textilabfällen aus Haushalten als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 23. April 2009

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 1885

[2009/202296]

**23 APRIL 2009. — Besluit van de Waalse Regering
tot bepaling van de beheersmodaliteiten van de inzameling van huishoudelijk textielafval**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, inzonderheid op de artikelen 8 en 21, § 6;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 13 november 2003 betreffende de registratie van de ophalers en vervoerders van andere afval dan gevaarlijke afval;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 maart 2004 tot verbod van het storten van sommige afvalstoffen in een centrum voor technische ingraving, inzonderheid op artikel 2, § 1, *i*;

Gelet op het advies van de Afvalcommissie, gegeven op 1 februari 2008;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van de Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 31 januari 2008;

Gelet op het advies 45.720/4 van de Raad van State, gegeven op 14 januari 2009, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op de doelstelling om de selectieve inzameling van textielafval te ontwikkelen om zijn hergebruik en valorisatie te maximaliseren;

Gelet op de doelstelling om een algemeen kader vast te leggen voor de inzameling van textiel huis aan huis en in de vrijwillige aanvoerpunten, met uitzondering van de containerparken, om een wanordelijke ontwikkeling van de inzamelingen te voorkomen;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Het besluit van de Waalse Regering van 13 november 2003 betreffende de registratie van de ophalers en vervoerders van andere afval dan gevaarlijke afval wordt aangevuld met een hoofdstuk IIIbis, luidend als volgt :

« HOOFDSTUK IIIbis. — *Uitvoeringsvoorwaarden voor de inzameling van textielafval*

Art. 14bis. § 1. De inzameling van gebruikt textiel huis aan huis of via vrijwillige aanvoerpunten, met uitzondering van de containerparken, wordt onderworpen aan het voorafgaandelijk afsluiten van een overeenkomst tussen de ophaler en de gemeente op het grondgebied waarvan de inzameling plaatsvindt.

De overeenkomst bevat minstens de bepalingen opgenomen in de bijlage bij dit besluit.

De ophaler richt een ondertekend exemplaar van de overeenkomst aan de "Office wallon des déchets" (Waalse Dienst voor Afvalstoffen).

§ 2. De ophaler van gebruikt textiel voegt bij de verklaring bedoeld in artikel 12 de hoeveelheden textiel die per gemeente worden ingezameld. »

Art. 2. Dit besluit treedt in werking zes maanden nadat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 3. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 23 april 2009.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

Bijlage I

Overeenkomst voor de inzameling van huishoudelijk textielafval

Tussen :

De gemeente

vertegenwoordigd door :

hierna "de gemeente" genoemd

enerzijds,

en :

volledige naam en adres van de persoon die instaat voor de inzameling van gebruikt textiel en geregistreerd is door de "Office wallon des déchets"

vertegenwoordigd door :

geregistreerd onder nummer als ophaler van ongevaarlijke afvalstoffen in het Waalse Gewest;

hierna "de operator" genoemd,

anderzijds,

wordt overeengekomen wat volgt :

Artikel 1. Toepassingsgebied.

Deze overeenkomst regelt de modaliteiten voor de inzameling van gebruikt textiel op het grondgebied van de gemeente als de inzameling plaatsvindt via vrijwillige aanvoerpunten, hierna textielcontainers of huis aan huis genoemd.

Ze ligt in de lijn van de volgende bepalingen :

- artikel 21 van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;
- de maatregelen 532, 533 en 535 van het Waalse Afvalplan "Horizon 2010";
- het besluit van de Waalse Regering van 13 november 2003 betreffende de registratie van de ophalers en vervoerders van andere afval dan gevaarlijke afval;
- artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 18 maart 2004 tot verbod van het storten van sommige afvalstoffen in een centrum voor technische ingraving;
- het besluit van de Waalse Regering van tot bepaling van de beheersmodaliteiten van de inzameling van huishoudelijke textielafval.

Deze overeenkomst heeft betrekking op het geheel van de textielcontainers en/of huis-aan-huis-inzamelingen die door de operator op het grondgebied van de gemeente tot stand worden gebracht, met uitzondering van de containerparken.

Art. 2. Doelstellingen.

De operator zamelt huishoudelijk textielafval in op het grondgebied van de gemeente om deze afval eerst en vooral te hergebruiken of te recycleren.

Onder huishoudelijke textielafval wordt verstaan de kleding (textiel en leer), de lederwaren (schoenen, tassen), het beddengoed, het linnengoed (gordijnen, overgordijnen, tafellakens, servetten) en de andere textielmaterialen waarvan de gezinnen zich willen ontdoen.

Art. 3. Inzameling van huishoudelijke textielafval.

§ 1. De inzameling van de huishoudelijke textielafval kan volgens de volgende methoden plaatsvinden :

- a. textielcontainers (met inbegrip van de speciale textielcontainers voor schoenen) geplaatst op het grondgebied van de gemeente;
- b. textielcontainers (met inbegrip van de speciale textielcontainers voor schoenen) geplaatst op de privégronden;
- c. huis aan huis inzameling van textiel.

§ 2. Als de inzameling plaatsvindt via textielcontainers geplaatst op het gemeentelijk grondgebied moet de operator de volgende bepalingen naleven :

- a. de locatie van de textielcontainers wordt in gezamenlijk overleg met de gemeente bepaald;
- b. de omschrijving van de textielcontainer (afmetingen, structuur en kleur - een foto als voorbeeld bijvoegen) wordt in bijlage verduidelijkt;
- c. de textielcontainers mogen niet worden voorzien van commerciële reclame;
- d. de gemeente weigert om enige aansprakelijkheid te dragen inzake diefstal, vandalisme en andere schade aan de textielcontainer of aan de ingezamelde textielafval;
- e. de operator is wettelijk aansprakelijk voor de schade die door of wegens de textielcontainers worden veroorzaakt tijdens hun installatie of lediging;
- f. de gemeente wordt tegen alle aanspraken van derden gevrijwaard voor de schade bedoeld in artikel 3, § 2, i;
- g. de operator doet bij de gemeente jaarlijks aangifte van de hoeveelheden ingezamelde huishoudelijk textielafval, alsook van zijn bestemming en de verrichte behandeling;
- h. de operator moet elke verwijdering van textielcontainer aan de gemeente meedelen;
- i. de operator zorgt ervoor dat de textielcontainers minstens één keer per week worden geleidigd. Als een textielcontainer vóór deze termijn vol is, moet de operator de container leegmaken binnen 48 uur na melding door de gemeente;
- j. de operator zorgt voor de goede werking, het onderhoud en de netheid van de textielcontainer. Het geheel van de textielcontainer, met inbegrip van de in- en uitgang, de parkeerruimten en de omgeving van de textielcontainer worden regelmatig gereinigd.

§ 3. Als de inzameling gebeurt via textielcontainers op privégronden moet de gemeente aan de operator de bepalingen meedelen die van toepassing zijn inzake stedenbouw en gezondheid alsook de bepalingen betreffende de controle van de toepassing ervan.

De operator moet de bepalingen van § 2, b tot j, in acht nemen.

Art. 4. Huis-aan-huis-inzameling.

§ 1. De operator zamelt huishoudelijk textielafval huis aan huis in op het gemeentelijk grondgebied naar rato van keer per jaar (te bepalen tussen de operator en de gemeente).

§ 2. De frequentie van de inzamelingen wordt vastgelegd als volgt :

..... (te bepalen tussen de operator en de gemeente).

§ 3. De inzameling huis aan huis betreft :

1 - het geheel van de gemeente **

2 - de gemeente van **

** = schrappen wat niet past.

§ 4. De operator kan recipiënten en/of pamfletten uitdelen voor de huis-aan-huis-inzameling vermeld in § 1.

De recipiënten en pamfletten vermelden de datum en het aanvanguur van de inzameling alsook de naam, het volledig adres en de telefoonnummer van de operator.

Het gebruik van recipiënten en/of pamfletten die een andere operator dan de operator die deze overeenkomst heeft ondertekend, vermelden, is streng verboden.

§ 5. De recipiënten en/of pamfletten worden vóór elk gebruik aan de goedkeuring van de gemeente onderworpen.

§ 6. De operator doet bij de gemeente aangifte van de ingezamelde hoeveelheden overeenkomstig artikel 3, § 2, k.

§ 7. Voor elke wijziging van de §§ 1 tot 3 is een geschreven toelating van de gemeente vereist.

Art. 5. Sensibilisering en informatie.

De operator verspreidt regelmatig informatie over de inzameling van textielafval. Met toestemming van de gemeente kan hij de sensibiliserings- en informatiekanalen van de gemeente gebruiken.

Voor de toepassing van het vorig lid kan de gemeente een deel of het geheel van de volgende communicatiekanalen waarover zij beschikt ter beschikking stellen van de operator :

- het informatieblad van de gemeente met een frequentie van keer per jaar (*te bepalen tussen de organisatie en de gemeente*);
- het blad en de kalender betreffende de afval met een frequentie van keer per jaar (*te bepalen tussen de organisatie en de gemeente*);
- de informatiestands en aanplakruimten op plaatsen die zichtbaar en toegankelijk zijn voor het publiek;
- de ruimten voorbehouden aan de gemeente in de plaatselijke huis-aan-huis-informatiefolders met een frequentie van keer per jaar (*te bepalen tussen de organisatie en de gemeente*);
- de teletekst in de rubriek van de gemeente;
- de internetsite van de gemeente;
- andere eventuele informatiekanalen.

Art. 6. Residuaire fractie van de ingezamelde huishoudelijke textielafval.

De operator sensibiliseert de gezinnen voor een aangepaste sortering van de afval om de residuaire fractie en de onzuiverheden in de ingezamelde textielafval zoveel mogelijk te beperken.

Hij is aansprakelijk voor de verwijdering van de residuaire fractie en, behalve andersluidende overeenkomst, neemt de kosten die eruit voortvloeien ten laste.

Onder residuaire fractie wordt verstaan de huishoudelijke textielafval die door de organisatie niet kan worden hergebruikt of gerecycleerd na de sortering van de ingezamelde afval.

Art. 7. Beheer van de huishoudelijke textielafval.

Elke activiteit van beheer van huishoudelijke textielafval ingezameld overeenkomstig deze overeenkomst, met inbegrip van de uitvoer, wordt uitgevoerd met inachtneming van de vigerende wetgeving.

De operator zorgt ervoor dat de verwerking van de afval uitsluitend aan behoorlijk vergunde verwerkingsoperatoren wordt toegewezen.

De operator doet bij de gemeente jaarlijks aangifte van de bestemming van de ingezamelde huishoudelijke textielafval.

Art. 8. Controle.

De hiernavermelde dienst(en) van de gemeente oefent (oefenen) toezicht uit op de naleving van deze overeenkomst :

- de milieudienst **
- de reinigingsdienst **
- de volgende dienst : (invullen)

** = schrappen wat niet past.

Op hun gewoon verzoek worden alle nuttige inlichtingen aan hen verstrekt en worden de gegevens in verband met deze overeenkomst ter inzage gelegd.

Art. 9. Duur van de overeenkomst en opzeggingsclausule.

§ 1. Deze overeenkomst gaat in op voor een periode van (maximum twee jaar).

Behalve andersluidende wilsuiking uit hoofde van één van de partijen wordt de overeenkomst stilzwijgend verlengd voor een periode die gelijk is aan de oorspronkelijke duur van de overeenkomst.

De partijen kunnen de overeenkomst op elk ogenblik beëindigen mits een vooropzeg van drie maanden.

§ 2. Wanneer de operator zijn registratie als ophaler van ongevaarlijke afval verliest, wordt de overeenkomst van rechtswege onmiddellijk beëindigd en moet de operator zijn activiteiten van textielinzameling onmiddellijk stopzetten. Hij verwijderd de textielcontainers die hij heeft geplaatst binnen de week. Bij ontstentenis, en als hij geen gevolg geeft aan de bevelen van de gemeente, kan laatstgenoemde de textielcontainers ambtshalve verwijderen of laten verwijderen op kosten van de in gebreke gebleven operator.

Art. 10. Bevoegde rechtbanken.

Elk geschil over deze overeenkomst behoort tot de bevoegdheid van de voor het grondgebied bevoegde rechtbanken van de Rechterlijke Macht.

Art. 11. Slotbepaling.

§ 1. Deze overeenkomst wordt in drievoud opgemaakt, elke partij heeft het zijne ontvangen.

§ 2. De operator stuurt ter informatie een ondertekend exemplaar naar het "Département Sols et Déchets" (Departement Bodems en Afvalstoffen) van de "DGARNE", "Direction de la Politique des déchets" (Directie Afvalstoffenbeleid), op het volgend adres : avenue Prince de Liège 15, 5100 Jambes.

Voor de Gemeente,

Voor de geregistreerde operator van textielinzameling,

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 april 2009 tot bepaling van de beheersmodaliteiten van de inzameling van huishoudelijk textielafval.

Namen, 23 april 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN